

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6, place de la Pyrotechnie
6, place de la Pyrotechnie
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 20/06/2024

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/06/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

TERRAGROS APPROS SAS

Lieu-dit :Les Bois
BP N 10
18310 Genouilly

Références : /
Code AIOT : 0010007776

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/06/2024 dans l'établissement TERRAGROS APPROS SAS implanté Lieu-dit :Les Bois BP n° 10 18310 Genouilly. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'est déroulée dans le cadre d'un exercice POI.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- TERRAGROS APPROS SAS
- Lieu-dit :Les Bois BP n° 10 18310 Genouilly
- Code AIOT : 0010007776

- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Non

Site autorisé par arrêté préfectoral du 25 avril 2007.

Site Seveso seuil bas classé notamment au titre des rubriques 4510 et 4511, négoce de produits phytosanitaires

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|---------------------------------------|---|--|-----------------------|
| 1 | Rédaction d'un POI | Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 2 | Contenu et mise en œuvre du POI | Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 4 | Procédure du POI | Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2 | Demande d'action corrective | 2 mois |
| 5 | Fréquence des exercices POI | Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2 | Demande de justificatif à l'exploitant | 2 mois |
| 6 | Etat des stocks de produits dangereux | Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50 | Demande d'action corrective | 2 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Autre information |
|----|---|---|-------------------|
| 3 | Disponibilité de l'exemplaire papier du POI | Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2 | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection sont détaillés dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rédaction d'un POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI |
| Prescription contrôlée : L'exploitant doit établir un Plan d'Opération Interne (POI) sur la base des risques et moyens d'intervention nécessaires analysés pour un certain nombre de scénarii dans l'étude de dangers avant la mise en service de l'établissement. [...] Il est remis à jour tous les 3 ans, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants. |

| |
|--|
| <p>Constats :</p> <p>Lors de l'exercice le POI utilisé est la version C datée de septembre 2021 basée sur l'étude de danger initiale datée de 2006.</p> <p>Les nouvelles installations issues du porter à connaissance déposé en mai 2021, ne sont pas encore livrées lors de l'exercice.</p> <p>Cependant ces modifications ont déjà conduit à des aménagements des installations existantes (réseaux d'eau, accessibilité au site,...).</p> <p>Le POI doit être mis à jours dès à présent.</p> <p>Par ailleurs, et compte tenu de l'ancienneté de l'étude de dangers sur laquelle le POI s'appuie, un réexamen de celle-ci semble nécessaire afin de mettre à jour le POI.</p> <p>Constat : Le POI version C n'est pas à jour des modifications réalisées sur le site et s'appuie sur une étude de dangers qui date de 2006.</p> |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.</p> <p>En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.</p> |
| <p>Type de suites proposées : Avec suites</p> |
| <p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p> |
| <p>Proposition de délais : 2 mois</p> |

N° 2 : Contenu et mise en œuvre du POI

| |
|--|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le POI définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Le POI version C de septembre 2021 comporte les informations attendues par l'arrêté préfectoral du 25/04/2007, cependant la prochaine mise à jour devra prendre en compte:</p> <ul style="list-style-type: none"> - les évolutions du site suite au porter à connaissance déposé en 2021 et dont les travaux sont partiellement finalisés (voir point de contrôle n°1); - la fiabilisation de nombreuses informations : les équipements disponibles (lance auto propulsive, appareils respiratoires...), le réalisme des procédures (respect du code du travail, temporalité,...); |

- les évolutions de la réglementation et en particulier celles de l'arrêté ministériel du 22/05/2014 (annexe 5 point i)).

Par ailleurs, plusieurs points mériteraient d'être détaillés:

- modalité de communication entre les personnels exerçant les fonctions définies dans le POI;
- critères amenant à demander le déclenchement du POI;
- cartographie des risques.

L'exercice réalisé visait à simuler un incendie d'un camion a proximité des locaux de stockage des produits phytosanitaires. Malgré des premières mesures prises immédiatement (éloignement du camion, sécurisation du site...), il a été simulé une propagation de l'incendie aux locaux. En l'absence de participation des pompiers, après les premières mesures, la simulations consisté en un exercice exclusivement au poste de commandement.

L'inspection des installations classée note lors de l'exercice, plusieurs pistes d'amélioration :

- s'appuyer sur les fiches produites et actions décrites dans le POI pour organiser les actions et prendre les décisions;
- améliorer la mise à disposition d'informations nécessaires à la gestion de crise (étude de dangers, état des stocks, fiches de données de sécurité des substances);
- formaliser les fonctions des intervenants et assurer la permanence de ces fonctions au delà du seul directeur et du responsable d'exploitation;
- fiabiliser (vérification de la fermeture de la vanne du bassin de rétention par exemple) et synthétiser les informations recueillies sur l'accident et les actions menées afin de pouvoir les transmettre le plus efficacement possible aux services de secours;
- contrôler l'accès au poste de commandement.

Malgré le peu d'utilisation faite du POI et de son contenu au poste de commandement, l'inspection constate que le niveau "commandement" dispose de bons réflexes et d'une bonne connaissance des installations permettant d'organiser avec pertinence la gestion de crise.

Constat : le contenu du POI n'est pas à jour des évolutions du site, des évolutions réglementaires et il présente des incohérences. Des pistes d'amélioration sont également relevées.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois

N° 3 : Disponibilité de l'exemplaire papier du POI

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2

Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI

| |
|---|
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Un exemplaire du POI doit être disponible en permanence sur l'emplacement prévu pour y installer le poste de commandement.</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Compte tenu de travaux en cours dans la pièce désignée par le POI version C (09/2024), le poste de commandement a été délocalisé temporairement dans un bureau a proximité.</p> <p>Un exemplaire papier du POI ainsi que les équipements (gilets, clés....) nécessaires à la gestion de crise, étaient présents.</p> <p>Constat : pas d'écart constaté</p> |
| <p>Type de suites proposées : Sans suite</p> |

N° 4 : Procédure du POI

| |
|---|
| <p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2</p> |
| <p>Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI</p> |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant doit élaborer et mettre en œuvre une procédure écrite, et mettre en place les moyens humains et matériels pour garantir la recherche systématique d'améliorations des dispositions du POI ; cela inclut notamment :</p> <ul style="list-style-type: none"> -l'organisation de tests périodiques (au moins annuels) du dispositif et/ou des moyens d'intervention, -la formation du personnel intervenant, -l'analyse des enseignements à tirer de ces exercices et formations, -l'analyse des accidents qui surviendraient sur d'autres sites, - la prise en compte des résultats de l'actualisation de l'étude de dangers (tous les 5 ans ou suite à une modification notable dans l'établissement ou dans le voisinage) ; -la revue périodique et systématique de la validité du contenu du POI, qui peut être coordonnée avec les actions citées ci-dessus, -la mise à jour systématique du POI en fonction de l'usure de son contenu ou des améliorations décidées. |
| <p>Constats :</p> <p>A date le POI a été revu 2 fois:</p> <ul style="list-style-type: none"> - version A - 03/2012 : version initiale - version B - 04/2021 : version pré POI - version C - 09/2021 : version post POI <p>Une nouvelle mise à jour est envisagée par l'exploitant après finalisation des travaux issus du porter à connaissance de septembre 2021.</p> <p>L'inspection des installations classées rappelle que le POI doit rester "vivant" et que l'exploitant ne doit pas attendre une action de l'inspection des installations classées pour le mettre à jour.</p> |

| |
|--|
| Constat : aucune procédure ne formalise les modalités de mise à jour et la préparation du personnel et des équipements à la mise en œuvre des dispositions mentionnées dans le POI. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 2 mois |

N° 5 : Fréquence des exercices POI

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 25/04/2007, article 7.7.5.2 |
| Thème(s) : Risques accidentels, Exercice POI |
| Prescription contrôlée : Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le POI. Ces exercices doivent avoir lieu au moins une fois tous les ans, et après chaque changement important des installations ou de l'organisation. |
| Constats : L'exercice 2024 n'a pas été réalisé avec les pompiers. Cependant le choix du scénario "un incendie de poids lourd sur le quai de chargement de la zone de stockage de produits phytosanitaires, avec propagation au bâtiment" a été concerté avec les pompiers en amont de l'exercice. Le dernier exercice POI réalisé avec les pompiers et connu de l'inspection des installations classées date du 17/06/2021. L'exploitant doit fournir les dates et comptes rendus des derniers exercices (2022 et 2023). Compte tenu des modifications apportées au site suite au porter à connaissance de mai 2021, il sera nécessaire de réaliser un exercice au plus tôt après réception des travaux, et ne pas attendre l'échéance annuelle. Constat : Les comptes rendus des exercices POI réalisés en 2021 et 2022 sont à fournir. Un exercice POI est à réaliser au plus tôt avec les pompiers après la réception des travaux. |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, |

l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 2 mois

N° 6 : Etat des stocks de produits dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 50

Thème(s) : Risques accidentels, Risque incendie

Prescription contrôlée :

AM du 04/10/2010 - article 50 :

Le présent article est applicable aux installations relevant de l'article L.515-32 du code de l'environnement ainsi qu'aux installations soumises à autorisation au titre de l'une des rubriques 1436, 2718, 4330, 4331, 4722, 4734, 4742, 4743, 4744, 4746, 4747 ou 4748 de la nomenclature des installations classées.

L'état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :

1. Servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.

Pour les matières dangereuses, devront figurer a minima les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.

Pour les produits, matières ou déchets, autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.

Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance.

2. Répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.

[...]

Les dispositions du présent article sont applicables à compter du 1er janvier 2022.

Et AP du 25/04/2007 - art.7.2.1:

[...]

L'exploitant tient à jour un état des stocks, comportant : la désignation de chaque produit, la nature de la matière active, les caractéristiques de risque en tenant compte des phrases de risques codifiées par la réglementation en vigueur, la quantité présente et la répartition des produits par famille dans le dépôt (sans caractéristique de dangerosité particulière, toxiques, inflammables, comburants).

Cet état doit être disponible à l'extérieur des locaux de stockage à tout instant, en vue notamment d'une transmission immédiate aux services d'incendie et de secours en cas d'intervention.

Il est tenu à disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

L'état des stocks que l'exploitant a extrait à des fins de gestion de crise présente uniquement les numéros des rubriques de la nomenclature ICPE, leurs intitulés et les quantités stockées. Il ne permet d'identifier ni la nature des produits ni les mentions de dangers associées.

Aucun format synthétique pour la communication n'est disponible.

Constat : l'état des stocks disponible sur site n'est pas conforme aux attendus de l'arrêté ministériel du 04/10/2010 (art.50) et à ceux de l'arrêté préfectoral d'autorisation du site du 25/04/2007 (art.7.2.1).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé.

En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 2 mois